



Union - Discipline - Travail

DIRECTION GÉNÉRALE DE L'ÉCONOMIE

NOTE DE CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE

Fin Septembre 2017



N° 03 - 17

Date de Publication : 16 Novembre 2017

SOMMAIRE

SYNTHESE	1
I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL	3
I.1. PAYS AVANCES	3
I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT	4
I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA	5
I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES	6
II. CONJONCTURE NATIONALE	7
II.1. SECTEUR REEL	7
II.2. FINANCES PUBLIQUES	16
II.3. COMMERCE EXTERIEUR	19
II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHE BOURSIER	22

TABLE DES ILLUSTRATIONS

GRAPHIQUES

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin septembre 2017	6
Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle	9
Graphique 3 : Indice de production des industries extractives.....	9
Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier	10
Graphique 5 : Evolution du nombre de passagers du transport aérien à fin septembre	12
Graphique 6 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination	12
Graphique 7 : Evolution du trafic global de marchandises du transport maritime	13
Graphique 8 : Evolution du taux d'inflation.....	16
Graphique 9 : Indicateurs des finances publiques à fin septembre.....	19
Graphique 10 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur	19
Graphique 11 : Répartition géographique des exportations à fin septembre 2017	21
Graphique 12 : Répartition géographique des importations à fin septembre 2017.....	21
Graphique 13: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA).....	22
Graphique 14: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA	23
Graphique 15 : Evolution des indices boursiers par secteur	23

TABLEAUX

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2017 (en %)	3
Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement en 2017 (en %)	4
Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %).....	5
Tableau 4 : Principales productions dans le secteur primaire	7
Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 2016-2017	20
Tableau 6 : Structure des importations en valeur 2016-2017.....	21

LISTE DES ABREVIATIONS ET ACRONYMES

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIC :	Bénéfice Industriel et Commercial
BRVM :	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BRVM 10 :	Indice des dix entreprises les plus performantes du marché boursier de la BVRM
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CAF :	Coût Assurance Fret
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEI :	Communauté des Etats Indépendants
DDO :	Distillate Diesel Oil
DGD :	Direction Générale des Douanes
DGE :	Direction Générale de l'Economie
FCFA :	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI :	Fonds Monétaire International
Gwh	Giga watt heure
HVO :	Heavy Vacuum Oil
MINADER :	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MW :	Mégawatt
PAA :	Port Autonome d'Abidjan
PASP :	Port Autonome de San Pedro
PEM :	Perspectives de l'Economie Mondiale
PIB :	Produit Intérieur Brut
PND :	Plan National de Développement
SIR :	Société Ivoirienne de Raffinage
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SYNTHESE

Reprise de l'économie mondiale

L'économie mondiale poursuit sa bonne orientation, bénéficiant du maintien à la hausse de la production industrielle et du commerce mondial. Dans ce contexte, le FMI a porté la prévision de croissance de la production mondiale pour l'année 2017 à +3,6% contre +3,5% précédemment et après +3,2% en 2016. Cette bonne dynamique de l'activité mondiale cache toutefois de légères révisions selon les pays.

Dans les **économies avancées**, la croissance du PIB en 2017 a été révisée à la hausse à +2,2% contre une prévision de +2,0% en juillet et une réalisation de +1,7% en 2016. Cette évolution est soutenue par la progression de l'activité qui serait meilleure que prévue aux Etats-Unis (+2,2% après +2,1%), au Japon (+1,5% après +1,3%), au Canada (+3,0% après +2,5%) et dans la Zone Euro (+2,1% après +1,9%). Par contre, la prévision de croissance au Royaume-Uni en 2017 est inchangée (+1,7%).

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de l'évolution de l'activité en 2017 a été maintenue à +4,6% contre +4,3% en 2016. Cette situation résulterait notamment de l'effet conjugué d'une croissance qui serait meilleure que prévue en Chine (+6,8% contre +6,7% prévu antérieurement), au Brésil (+0,7% contre +0,3%) et en Russie (+1,8% contre +1,4%) ainsi que d'une moindre performance attendue en Inde (+6,7% contre +7,2%) et en Afrique subsaharienne (+2,6% après +2,7% précédemment). Les perspectives de l'Afrique subsaharienne subissent l'effet de l'incertitude politique en Afrique du Sud.

L'activité économique au sein de l'**UEMOA** devrait enregistrer une croissance de 6,9% en 2017 après +6,7% en 2016, soutenue principalement par la reprise des secteurs tertiaire et secondaire. La Côte d'Ivoire continue de jouer son rôle de locomotive au sein de l'UEMOA avec un taux de croissance projeté à +8,1% en 2017.

Cours du cacao en baisse

Le marché des matières premières s'oriente favorablement à fin septembre 2017 avec une hausse de l'indice Moody's de 11,9%. Ainsi, les cours moyens des principaux produits de base notamment le coton (+16,0%), l'huile de palme (+5,7%), le caoutchouc (+34,4%) et le pétrole brut (+23,8) sont en augmentation par rapport à la période correspondante de 2016. Par contre, les cours du cacao (-33,1%) restent en deçà de leur niveau moyen de 2016.

Stabilité de l'euro face au dollar en moyenne

Le marché des changes est marqué, en moyenne sur les neuf premiers mois de l'année 2017, par une stabilité de la monnaie européenne face au dollar US. En évolution

mensuelle, l'euro s'apprécie face au dollar US (+1,1%) au mois de septembre 2017.

Consolidation de la croissance au niveau national

L'économie ivoirienne évolue dans un environnement globalement favorable, grâce à l'amélioration continue du climat des affaires, à la stabilité du cadre macroéconomique, à l'amélioration de la gouvernance, à la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et au repositionnement du pays sur la scène internationale.

Sur les neuf mois écoulés de l'année 2017, les réformes en faveur de l'amélioration du climat des affaires ont porté sur (i) la mise en ligne de toutes les informations relatives au permis de construire, (ii) la création d'un portail web d'informations commerciales en vue du renforcement des échanges transfrontaliers, (iii) la poursuite de la mise en œuvre du programme Phoenix en faveur des PME, et (iv) la mise en place des télédéclarations et télépaiements des impôts.

Le cadre macroéconomique a tiré avantage notamment du renforcement du suivi de l'endettement des entreprises publiques et de la mise en œuvre des réformes structurelles en vue d'une amélioration du recouvrement des recettes fiscales.

Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire continue de bénéficier de la confiance aussi bien des investisseurs que des partenaires économiques. En témoigne le succès de l'émission des euro-obligations, l'organisation à Abidjan du 5ème sommet Afrique-Union Européenne prévu pour novembre 2017, l'adhésion à l'initiative Compact G20 ainsi qu'au programme compact du Millenium Challenge Corporation (MCC). Concernant le MCC, un accord de don d'un montant d'environ 315 milliards de F CFA a été signé avec le Gouvernement Américain pour financer les projets dans les secteurs de l'éducation et des infrastructures routières etc...

Les réalisations à fin septembre 2017 comparées à celles de la période correspondante de 2016 se présentent comme suit :

Redressement de l'agriculture d'exportation

Dans le **secteur primaire**, l'agriculture d'exportation est marquée par la bonne tenue des principales spéculations en lien avec l'amélioration de la pluviosité. Ainsi, les productions de cacao (+56,5%), de banane dessert (+11,2%), d'ananas (+34,4%), d'huile de palme (+3,6%) et de caoutchouc (+4,1% à fin juillet 2017) évoluent favorablement. Cependant, les productions de coton graine (-1,9%), de sucre (-13,7%) et de café (-73,3%) baissent et l'anacarde reste stable. Par ailleurs, l'agriculture vivrière qui tire profit de l'extension des surfaces cultivées et de l'augmentation de la productivité devrait s'accroître de

7,4% en 2017, portées par les productions de manioc (+18,0%), de banane plantain (+4,0%), de maïs (+6,0%) et de riz (+5,0%).

Consolidation de la hausse du BTP

Dans le **secteur secondaire**, l'activité industrielle progresse de 2,5% en moyenne, portée par les industries manufacturières (+7,5%) et l'« électricité, gaz et eau » (+0,6%). Toutefois, ces performances sont amoindries par le retrait des industries extractives (-20,2%). Hors extraction, l'activité industrielle augmente de 6,9%. Au niveau du BTP, l'indicateur avancé maintient son renforcement et augmente de 2,7% après 1,8% à fin août 2017.

Evolution globalement favorable du secteur tertiaire

Dans le secteur tertiaire, le chiffre d'affaires du commerce de détail s'accroît de 8,9% en termes nominaux, traduisant une bonne dynamique de la consommation. De même, le nombre de passagers dans le transport aérien et le trafic routier ressortent en hausse de 14,1% et 6,3% respectivement. Par ailleurs, le trafic global de marchandises dans le maritime rebondit de 0,5% après être resté en repli sur les huit premiers mois de l'année. Par contre, le trafic ferroviaire se contracte de 7,5%.

Croissance modérée des prix à la consommation

Les prix à la consommation enregistrent, en moyenne sur la période sous revue, une hausse de 0,7% imputable à la fois au renchérissement des prix des produits non alimentaires (+0,8%) et des produits alimentaires (+0,3%). L'inflation en moyenne annuelle se situe à +0,6%, en deçà du maximum de 3% fixé par la norme de l'UEMOA.

Hausse continue de la création nette d'emplois

Le nombre total de salariés du secteur formel affiche une progression de 5,7% correspondant à une création nette de 51 474 emplois sur un an. Cette bonne tenue du marché du travail confirme la bonne orientation de l'économie ivoirienne.

Déficit du solde budgétaire global moindre que prévu

Les finances publiques sont caractérisées par un recouvrement des recettes et dons supérieurs à l'objectif (+71,4 milliards de FCFA). Cette plus-value provient des recettes fiscales y compris les recettes affectées et parafiscalité (+84,3 milliards de FCFA) et des recettes non fiscales (+4,8 milliards de FCFA). Les dépenses totales et prêts nets connaissent une sous consommation de 297,7 milliards de FCFA, notamment sur les investissements (-121,3 milliards de FCFA), le fonctionnement (-81,4 milliards de FCFA) et les dépenses de personnels (-13,9 milliards de FCFA).

Le solde primaire de base ressort excédentaire de 181,8 milliards de FCFA contre -134,0 milliards de FCFA prévus

alors que le solde budgétaire global affiche un déficit de 403,8 milliards de FCFA contre -772,9 milliards de FCFA. Le déficit global a été couvert grâce au recours aux marchés monétaire et financier sous régional et international.

Orientation favorable des exportations

Les **échanges extérieurs** de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels ont enregistré un solde commercial excédentaire de 1 480,4 milliards de FCFA en hausse de 96,8% par rapport à l'excédent de septembre 2016. Cette évolution résulte d'un accroissement des exportations en valeur de 13,6% et d'une contraction des importations de 2,2%. Par ailleurs, les termes de l'échange s'améliorent de 3,6%.

Augmentation du financement bancaire

La **situation monétaire** est marquée par un accroissement de la masse monétaire sous l'effet de la progression à la fois des avoirs extérieurs nets (+50,8% ; +901,5 milliards), des crédits à l'économie (+18,0% ; +811,2 milliards) et de la PNG (+6,5% ; +110,2 milliards). Les crédits à moyen et long termes augmentent de 25,2% (+55,9 milliards), traduisant une bonne évolution des investissements.

Morosité du marché boursier

Les activités de la **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** continuent d'être orientées à la baisse. En effet, les indices BRVM 10 et BRVM composite chutent de 12,3% et 11,7% respectivement. De même, la capitalisation boursière du marché des actions se contractent (-7,4%) tandis que celui du marché des obligations augmente (51,6%), en relation avec le recours croissant des Etats de la zone UEMOA au marché sous régional.

En conclusion, l'activité économique nationale se renforce au terme des neuf premiers mois de l'année 2017, portée à la fois par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire bénéficie de l'amélioration de la pluviosité en 2017. Au niveau du secteur secondaire, la production industrielle se maintient en hausse et le BTP se redresse progressivement avec un taux de croissance qui est passé de -0,5% à fin juin 2017 à +2,5% à fin septembre 2017, grâce à l'accélération de la mise en œuvre de chantiers publics au troisième trimestre. De même, l'activité du secteur tertiaire se consolide, sous l'effet du rebond du trafic maritime après la morosité observée au premier semestre. Ces évolutions favorables devraient se poursuivre sur le dernier trimestre et concourir à la réalisation d'une croissance économique soutenue en 2017.

I. ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'environnement international est caractérisé par le renforcement continu de **l'activité économique mondiale**. Selon le Fonds Monétaire International (FMI), la situation conjoncturelle favorable au premier semestre 2017 se maintiendrait au troisième trimestre. L'embellie est stimulée par le renforcement de la croissance du commerce mondial et de la demande intérieure dans les pays avancés et en Chine notamment l'accroissement des investissements. Dans l'ensemble, selon la dernière publication des Perspectives de l'Economie Mondiale (PEM) du FMI d'octobre 2017, la croissance économique mondiale devrait s'établir à +3,6% en 2017 après +3,5% projetée au mois de juillet et +3,2% réalisée en 2016. Malgré la bonne dynamique de l'activité mondiale, ces croissances font l'objet de révisions selon les pays.

I.1. PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, la consolidation de l'activité économique observée au deuxième trimestre 2017 (+0,7%) devrait se poursuivre au troisième trimestre comme le révèlent les indicateurs conjoncturels de haute fréquence. Elle serait soutenue par l'orientation favorable de l'activité dans la plupart des pays. Cette bonne dynamique observée dans ces pays a conduit le FMI à réviser à la hausse la prévision de croissance du PIB en 2017 à +2,2% contre +2,0% précédemment.

Aux États-Unis, l'économie confirmerait sa solidité au troisième trimestre avec une croissance du produit intérieur brut (PIB) qui se situerait à +2,5% après le rebond de +3,1% enregistré au deuxième trimestre, en glissement annuel. L'économie américaine tirerait profit de l'accroissement des investissements des entreprises, de la reprise de la consommation des ménages favorisée par l'amélioration du marché du travail ainsi que de la relance des marchés boursier et immobilier. Pour l'année 2017, la croissance du PIB devrait se hisser à +2,2% contre +2,1% prévue précédemment.

Tableau 1 : Taux de croissance dans les pays avancés en 2017 (en %)

Pays	PIB trimestriel		Prévisions annuelles		
	T2-2017	T3-2017	Réalisé 2016	Prévision 2017	
			PEM Octobre 2017	Mise à jour PEM juillet 2017	PEM Octobre 2017
Mondiale			3,2	3,5	3,6
Pays avancés			1,7	2,0	2,2
Etats Unis ¹	3,1	2,5	1,5	2,1	2,2
Canada	1,1		1,5	2,5	3,0
Japon	0,6		1,0	1,3	1,5
Royaume-Uni	0,3	0,4	1,8	1,7	1,7
Zone Euro	0,7	0,6	1,8	1,9	2,1
Allemagne	0,5		1,9	1,8	2,0
France	0,6	0,5	1,2	1,5	1,6
Italie	0,5	0,3	0,9	1,3	1,5
Espagne	0,8	0,9	3,2	3,1	3,1

Source : FMI PEM juillet et octobre 2017, OCDE

Au **Japon**, la croissance du PIB devrait s'affermir au troisième trimestre 2017 après une progression de +0,6% au deuxième trimestre 2017. Cette évolution de l'activité serait portée par les effets d'une importante relance budgétaire accompagnée de conditions financières accommodantes et d'une hausse de la demande extérieure. Ces avancées ont induit une révision à la hausse de 0,2 point de la prévision de croissance du PIB en 2017 qui devrait s'afficher à +1,5%.

Le produit intérieur brut (PIB) du **Royaume Uni** a augmenté de 0,3% au deuxième trimestre et pourrait atteindre +0,4% au troisième trimestre 2017, selon l'estimation préliminaire de l'Office National de Statistiques (ONS). La croissance provient de l'effet conjugué du redressement de la production manufacturière, de la progression continue des services et de la contraction de la construction. Le FMI a maintenu la progression du PIB à 1,7% en 2017.

La croissance de 1,1% de l'économie **Canadienne** au deuxième trimestre 2017, pourrait se maintenir sur une pente positive au troisième trimestre. L'activité profiterait du rebond du marché de l'immobilier résidentiel. Par conséquent, la prévision de croissance économique de

¹ En rythme annuel

2017 a été revue à la hausse de 0,5 point de pourcentage pour atteindre 3,0%.

Dans la **zone euro**, le PIB s'est accru de 0,6% au troisième trimestre 2017 après +0,7% au trimestre précédent. L'économie de la zone est impulsée par une amélioration de la consommation des ménages, un sursaut de l'investissement bénéficiant de conditions de financement attrayantes et une nette accélération des exportations. Ces avancées ont contribué au rehaussement de la prévision de croissance de 2017 qui passe à +2,1% contre +1,9% précédemment.

En **Allemagne**, l'activité est restée en hausse de 0,6% au deuxième trimestre 2017 et devrait se poursuivre aux trimestres suivants de l'année 2017, selon l'indice IFO du climat des affaires. L'économie allemande bénéficie de la vigueur de la consommation, de l'investissement dans la construction et des exportations. Le taux de croissance du PIB de l'année 2017 a été revu à la hausse de 0,2 point de pourcentage et atteindrait +2,0%.

En **France**, la croissance économique a atteint 0,5% au troisième trimestre après +0,6% au deuxième trimestre 2017. L'orientation favorable de l'économie est portée par la consommation des ménages et l'investissement des entreprises. Ces développements ont contribué à une révision à la hausse de la prévision de croissance du PIB de 2017 de 0,1 point pour atteindre +1,6%.

Le PIB de l'**Italie** s'est amélioré de 0,3% au deuxième trimestre 2017 et pourrait maintenir ce rythme au troisième trimestre. La progression de l'économie italienne est fondée sur le dynamisme des exportations, de l'investissement des entreprises et de la consommation des ménages. L'activité devrait progresser de 1,5% en 2017 contre +1,3% prévue antérieurement.

En **Espagne**, après avoir enregistré un taux de croissance de +0,9% au deuxième trimestre 2017, l'économie a poursuivi son dynamisme au troisième trimestre avec une progression du PIB de 0,8%, portée par la consommation, le tourisme et les exportations. La progression du PIB en 2017 a été maintenue à +3,1%.

I.2. PAYS EMERGENTS ET PAYS EN DEVELOPPEMENT

Dans les **économies émergentes et en développement**, la prévision de croissance de 2017 est inchangée à +4,6%. La solidité de l'économie de ce groupe de pays résulte de la vigueur de l'activité en Chine et en Inde ainsi que du redressement des économies brésilienne et russe.

Tableau 2 : Taux de croissance dans les pays émergents et en développement en 2017 (en %)

	PIB trimestriel		Prévisions annuelles		
	T1-2017	T2-2017	Réalisé 2016	Prévision 2017	
Pays			PEM Octobre 2017	Mise à jour PEM juillet 2017	PEM Octobre 2017
Pays émergents et en développement			4,3	4,6	4,6
Chine	1,4	1,8	6,7	6,7	6,8
Russie	0,4	1,1	-0,2	1,4	1,8
Brésil	1,0	0,2	-3,6	0,3	0,7
Inde	1,5	1,4	7,1	7,2	6,7
Afrique subsaharienne			1,4	2,7	2,6
Nigéria			-1,6	0,8	0,8
Afrique du sud	-0,1	0,6	0,3	1,0	0,7

Source : FMI PEM juillet et octobre 2017, OCDE

En **Chine**, la croissance économique se poursuit à un rythme soutenu avec un accroissement du PIB de 1,7% au troisième trimestre 2017 après 1,8% au trimestre précédent. L'activité est favorisée par le dynamisme des investissements privés et de la demande aussi bien intérieure qu'extérieure. Cette performance devrait permettre à l'économie chinoise d'atteindre une croissance de +6,8% en 2017, après une prévision antérieure de +6,7%.

En **Inde**, la croissance s'est affichée à +1,4% au deuxième trimestre 2017 grâce à une amélioration du climat des affaires ainsi qu'à une augmentation de la production industrielle et de la demande. L'orientation favorable des indicateurs conjoncturels annonce une poursuite du renforcement de l'activité au cours du troisième trimestre. Toutefois, ces perspectives quoique bonnes, restent en deçà de celles attendues par le FMI qui a révisé le taux de croissance du PIB indien en 2017 à +6,7%, en retrait de 0,5 point par rapport à la prévision antérieure.

Au **Brésil**, l'économie poursuit son redressement amorcé au premier trimestre 2017 grâce au retour de la confiance des consommateurs et des entreprises ainsi qu'au redressement des prix à l'export des produits de base. L'orientation des données conjoncturelles au troisième trimestre laisse espérer un maintien de la reprise, en rapport avec le rebond des exportations. Pour l'année 2017, le FMI a revu à la hausse de 0,4 point de pourcentage la prévision de croissance antérieure. Le PIB devrait donc croître de 0,7% après une baisse de 3,6% en 2016.

L'économie **russe**, après avoir enregistré une récession en 2015 (-2,8%) et 2016 (-0,2%), amorce sa relance avec une hausse du PIB de 1,1% et 0,4% respectivement au premier et deuxième trimestre 2017. Pour l'année 2017, le FMI prévoit une croissance de +1,8% en hausse de 0,4 point par rapport à la prévision antérieure. Cette révision à la hausse est en lien avec la remontée des prix du pétrole et le redressement de la demande intérieure suite à l'assouplissement des conditions financières.

En Afrique subsaharienne, la croissance devrait s'afficher à +2,6% en 2017 contre une prévision précédente de +2,7%. Cette légère décélération est en lien avec la dégradation des perspectives de croissance de **l'Afrique du Sud** (+0,7% contre +1,0, antérieurement). En effet, en dépit d'une amélioration des cours des matières premières et d'une forte production agricole ? les perspectives de l'économie sud-africaine sont assombries par l'incertitude politique.

En ce qui concerne le **Nigéria**, la prévision de croissance a été maintenue à +0,8% en 2017. La relance est portée principalement par le rebond des prix des produits de base ainsi que par le redressement de la production pétrolière et de l'investissement.

I.3. PAYS DE LA ZONE UEMOA

Dans la zone **UEMOA**, l'activité économique est demeurée bien orientée au deuxième trimestre 2017 avec une croissance du PIB ressortie à 6,5%, en glissement annuel, après 6,6% le trimestre précédent. Cette légère décélération est essentiellement imputable à la baisse du

rythme de progression de l'activité dans les secteurs secondaire et tertiaire.

Dans l'ensemble, selon la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest, le PIB de l'UEMOA devrait croître de 6,9% en 2017 soutenue principalement par le dynamisme des secteurs secondaire et tertiaire. La croissance serait tirée par l'ensemble des pays, principalement par la Côte d'Ivoire (+8,1%), le Burkina Faso (+7,4%) et le Sénégal (+6,8%). La Côte d'Ivoire continue donc de jouer son rôle de locomotive au sein de l'UEMOA et figure parmi les dix pays ayant les plus fortes croissances dans le monde.

Tableau 3 : Taux de croissance du PIB des pays de l'UEMOA (en %)

Pays	Croissance du PIB en 2016	Croissance du PIB en 2017
Bénin	3,9	5,4
Burkina Faso	5,9	7,4
Côte d'Ivoire	8,3	8,1
Guinée Bissau	5,1	5,0
Mali	5,8	5,3
Niger	4,6	5,5
Sénégal	6,6	6,8
Togo	5,1	5,3
UEMOA	6,7	6,9

Sources : Rapport de Surveillance Multilatérale de juin 2017

S'agissant de **l'inflation**, elle reste modérée dans la zone UEMOA. Le niveau général des prix s'est accru de +0,3% au deuxième trimestre 2017 contre +0,8% un trimestre plus tôt. Concernant les ratios du **solde budgétaire et du solde de la balance des paiements sur le PIB**, ils se dégraderaient en 2017. Le déficit du **solde budgétaire** hors dons atteindrait 7,6% du PIB contre 6,9% en 2016, en raison d'une accélération des dépenses totales et prêts nets (+12,5% contre +9,9% en 2016). La **balance courante hors dons** de l'Union serait marquée par un déficit en pourcentage du PIB de 5,4% identique à celui de 2016 et imputable à l'ensemble des pays.

I.4. MARCHES DES MATIERES PREMIERES ET DES CHANGES

Les cours du cacao toujours à la traine

En moyenne sur les neuf premiers mois de 2017, les cours de la plupart des matières premières sont supérieurs à leur niveau de la période correspondante de 2016, à l'exception de ceux du cacao fèves, du sucre et de l'or qui s'affichent en baisse de 33,1%, 0,6% et 5,9% respectivement.

En effet, les cours du café (+5,5%), du pétrole brut (+23,8%), du coton (+16,0%), de l'huile de palme (+5,7%) et du caoutchouc (+34,4%) ressortent en hausse et l'indice Moody's des matières premières progresse de 11,9%.

En évolution mensuelle, les cours des principaux produits croissent au mois de septembre 2017, hormis le café (-2,9%) et le maïs (-0,9%). Ainsi, les cours du cacao (+0,5%), de l'or (+1,8%), du coton (+1,8%), de l'huile de palme (+15,4%), du caoutchouc (+4,0%), de l'or (+2,3%) et du sucre (+7,5%) s'améliorent. En ce qui concerne spécifiquement le cacao, les cours sont passés de 1 988,6 dollar US la tonne en moyenne au mois d'août 2017 à 1998,3 dollar US la tonne en septembre 2017 sur le marché de Londres.

L'Euro reste stable face au dollar en moyenne sur les neuf premiers mois

Comparé à la période correspondante de 2016, l'euro reste stable par rapport au dollar US en moyenne sur les neuf premiers mois de 2017. En revanche, la monnaie de la zone euro s'apprécie face à la livre sterling (+9,3%) en relation avec les effets du vote du Royaume Uni en faveur du Brexit.

Graphique 1 : Cours du dollar en Euro à fin septembre 2017



En évolution mensuelle, l'euro s'apprécie face au dollar US (+1,1%) au mois de septembre 2017, mais se déprécie par rapport à la livre sterling (-4,1%).

II. CONJONCTURE NATIONALE

*L'analyse porte sur les données à fin septembre 2017, comparées à celles à fin septembre 2016, sauf indication contraire
Valeurs en FCFA*

L'économie ivoirienne évolue dans un environnement globalement favorable, bénéficiant de l'amélioration continue du climat des affaires, d'une stabilité du cadre macroéconomique, de l'amélioration de la gouvernance, de la poursuite de la mise en œuvre du PND 2016-2020 et du repositionnement du pays sur la scène internationale.

Sur les neuf mois écoulés de l'année 2017, les réformes en faveur de l'amélioration du climat des affaires ont porté sur (i) la mise en ligne de toutes les informations relatives au permis de construire, (ii) la création d'un portail web d'informations commerciales en vue du renforcement des échanges transfrontaliers, (iii) la poursuite de la mise en œuvre du programme Phoenix en faveur des PME, et (iv) la mise en place des télédéclarations et télépaiements des impôts.

Le cadre macroéconomique a bénéficié notamment du renforcement du suivi de l'endettement des entreprises publiques et de la mise en œuvre des réformes structurelles en vue d'une amélioration du recouvrement des recettes fiscales. Ainsi, le contrôle fiscal est décentralisé et quatre Centres de Moyennes Entreprises ont été créés avec l'abaissement de leur seuil de couverture de 400 à 200 millions. En outre, la certification des états financiers par les experts comptables est rendue obligatoire pour les opérateurs économiques non soumis à la mission de commissariat aux comptes.

Dans ce contexte, la Côte d'Ivoire continue de bénéficier de la confiance aussi bien des investisseurs que des partenaires économiques. En témoigne le succès de l'eurobond, l'organisation du 5^{ème} sommet Afrique-Union Européenne prévu pour novembre 2017, l'adhésion à l'initiative Compact G20 ainsi qu'au programme compact du Millenium Challenge Corporation (MCC). Concernant le MCC, un accord de don portant sur environ 315 milliards a été signé avec le Gouvernement Américain et permettra de booster la croissance et réduire la pauvreté

par l'investissement dans l'éducation, la formation professionnelle et technique ainsi que le transport.

S'agissant du volet social, dans le cadre de la lutte contre la cherté de la vie, le Gouvernement a procédé au blocage des prix et des marges de certains produits alimentaires de première nécessité sur une période de six mois. En outre, 5000 ménages indigents ont été identifiés et bénéficieront d'une allocation mensuelle forfaitaire. Les investissements et les actions en faveur des couches les plus vulnérables se poursuivent afin de garantir une meilleure distribution des fruits de la croissance.

II.1. SECTEUR REEL

II.1.a. Secteur primaire

Bonne tenue de l'agriculture d'exportation

Sur les neufs premiers mois de l'année, le secteur primaire affiche une bonne tenue des principales spéculations grâce notamment à l'amélioration de la pluviosité et la poursuite de la mise en œuvre des réformes dans les filières coton-anacarde, hévéa et palmier à huile.

Tableau 4 : Principales productions dans le secteur primaire

(en tonnes)	9 mois 2016	9 mois 2017	Variation (%)
Cacao	681 957	1 067 149	56,5
Café	105 601	28 244	-73,3
Anacarde	634 082,2	634 228,1	0,0
Ananas	24 802,1	33 344,1	34,4
Banane	283 867,7	315 572,8	11,2
Coton graine	222 050,1	217 729,8	-1,9
Caoutchouc**	175 552,9	190 970,0	4,1
Sucre	123 586,3	106 678,7	-13,7
Huile de palme	359 169,8	372 019,2	3,6
Bois en grumes (m ³)**	988 207,8	890 825,6	-9,9

Source : DGE, OPA, MINADER

*Données à fin juillet 2017

**Données à fin août

La filière **café cacao** bénéficie de la mise en œuvre d'actions en faveur de l'accroissement de la production. Il s'agit notamment de la lutte contre la maladie du cacaoyer

(le swollen shoot), du rajeunissement du verger de caféiers, de l'amélioration des conditions de vie dans les zones de production et du renforcement des capacités des producteurs aux bonnes pratiques agricoles.

La production de **cacao** a enregistré une progression de 56,5%, en lien avec une bonne pluviosité et un effet de rattrapage suite à la normalisation de commercialisation intervenue en début d'année 2017, après quelques perturbations. Malgré un prix d'achat minimum garanti au producteur qui est passé de 1 100 F CFA sur la campagne principale 2016-2017 à 700 FCFA à partir du mois d'avril 2017, les producteurs ont obtenu un revenu brut cumulé estimé à 976 milliards sur la période sous revue, en progression de 43% grâce à l'effet volume.

Concernant le **café**, la production est ressortie en baisse de 73,3%, du fait de la destruction d'une grande partie des floraisons par de fortes pluies. Le revenu brut cumulé des producteurs enregistre une baisse de 70% pour s'établir à environ 21,2 milliards.

Au niveau des filières **hévée et palmier à huile**, dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme, un projet de loi fixant les règles relatives à la régulation, au contrôle et au suivi des activités a été adopté par l'Assemblée Nationale. Ce projet de loi propose des mesures idoines en vue d'assainir ces filières qui rencontrent d'énormes difficultés. Il s'agit, entre autres, d'améliorer la gouvernance, la productivité et la compétitivité à travers un dispositif permettant aux acteurs, notamment les producteurs de tirer un meilleur profit de leurs activités.

La production d'**huile de palme** progresse de 3,6% pour se situer à 372 019,2 tonnes en lien avec l'accroissement des surfaces cultivables. Quant au **caoutchouc naturel**, il tire profit du redressement des cours internationaux et affiche une production de 219 037,3 tonnes, en hausse de 4,1% à fin juillet 2017.

La production de **banane dessert** se situe à 315 572,8 tonnes en progression de 11,2%, en lien avec les effets du plan de relance de la filière. Ce plan ambitionne porter la production à 500 000 tonnes à l'horizon 2020, bien que les exportations de la spéculation vers le marché de l'Union Européenne soient menacées par la concurrence accrue

livrée par les productions des pays latino-américains. Aussi, la filière devrait s'atteler au développement de la commercialisation sur le marché sous régional.

Concernant l'**ananas**, la production enregistre un accroissement de 34,4% avec 33 344,1 tonnes. Cette embellie est favorisée par l'amélioration de la commercialisation intérieure en relation avec la hausse de la demande des petites unités de transformation qui s'installent. Cependant, la filière connaît quelques difficultés notamment, (i) la concurrence de produits tels que l'hévée, le palmier à huile et le manioc pour l'accès à la terre pour la culture, (ii) la faiblesse des rendements (environ 20 tonnes à l'hectare) et (iii) le manque de compétitivité en raison des coûts de production et de conditionnement élevés. Ces difficultés devraient se résoudre en partie avec la poursuite de la mise en œuvre du projet d'appui à l'amélioration des outils de production et de commercialisation.

Du côté des filières coton et anacarde, les réformes se poursuivent. Ces filières bénéficient, dans le cadre de la politique de promotion de l'agro-industrie, d'un fonds d'appui aux activités de transformation locale. La production d'**anacarde** est quasiment restée stable sur la période sous revue avec une production de 634 228,1 tonnes contre 634 080,2 un an plus tôt. Quant au **coton graine**, sa production est ressortie en baisse de 1,9%, en lien avec une mauvaise répartition des pluies dans les zones de production. La campagne 2017-2018 du coton qui a démarré a vu l'effectivité de la mise en œuvre du zonage qui consiste au découpage du bassin cotonnier en zones exclusives d'activités autour des usines existantes. La mise en œuvre du zonage devrait permettre d'améliorer les rendements agricoles, le revenu des producteurs, ainsi que la qualité du coton graine ivoirien.

La production **sucrière** enregistre une baisse de 13,7% avec 106 678,7 tonnes, du fait notamment de la baisse de la teneur en sucre des cannes.

Quant au volume de **bois en grumes**, il ressort en repli de 9,9% à fin août 2017, en raison de la mise en œuvre des mesures d'interdiction de l'exportation de bois en grume mise en œuvre à partir d'avril 2014.

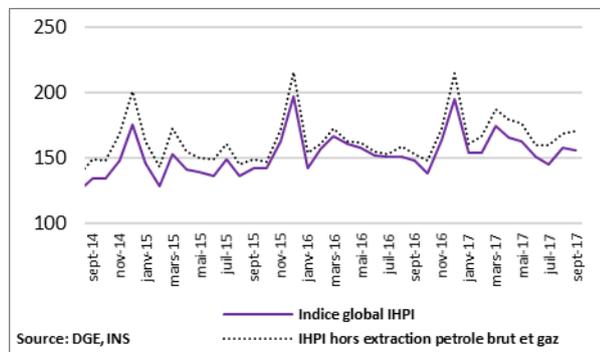
II.1.b. Secteur secondaire

Le secteur secondaire consolide sa bonne dynamique au terme des neuf premiers mois de 2017, grâce au renforcement de l'indicateur avancé du BTP (+2,7% après +1,8% à fin août 2017) et au maintien à la hausse de la production industrielle (+2,5%) comparativement à la période correspondante de 2016.

✓ Activité industrielle

L'activité industrielle, profite de la bonne tenue des industries manufacturières (+7,5%) et de la production d'« électricité, gaz et eau » (+0,6%), en dépit de la contraction de l'activité extractive (-20,2%).

Graphique 2 : Indice harmonisé de la production industrielle

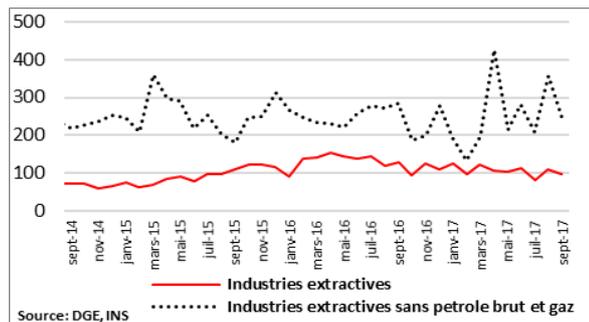


○ Activités extractives en retrait

L'activité des industries extractives enregistre une baisse provenant du repli de la branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel et activités annexes » (-21,8%) et de la quasi-stabilité des « autres activités extractives » (-0,05%).

La branche « extraction de pétrole brut et de gaz naturel ; activités annexes » s'affiche en retrait. Cette tendance baissière provient des contractions observées aussi bien au niveau de l'extraction pétrolière que gazière.

Graphique 3 : Indice de production des industries extractives



En effet, la production de **pétrole brut** se replie de 22,4%, pour se fixer à 9 448,4 milliers de barils. Cette diminution s'explique par la déplétion des puits après la forte augmentation de la production en 2016. Par ailleurs, la contraction de la production provient des blocs CI-40 (-22,5%) et CI-26 (-30,1%) qui représentent plus de 91% de la production nationale.

Concernant le **gaz naturel**, la plupart des différents blocs accuse une baisse de la production qui se traduit par un fléchissement de la production totale de 7,7%. Ainsi, le bloc CI-27 qui concentre plus de 70% de la production totale enregistre un retrait de 3,8%. De même, les productions des blocs CI-26 (-32,3%), CI-40 (-44,2%) se contractent à l'exception du bloc CI-11 (+71,9%).

Du côté des « autres industries extractives », la production d'**or** est ressortie à 15 127,6 kg, en baisse de 4,9% à fin août 2017. Cette contraction proviendrait des plus importantes mines industrielles, à savoir Tongon et Agbaou.

La production de **manganèse** connaît une forte croissance en relation avec les investissements réalisés dans ce secteur et les nouvelles autorisations accordées pour les exploitations semi-industrielles. La réalisation totale à fin juin 2017 s'établit à 195 372,2 contre 40 652,4 tonnes un an plus tôt.

○ Industries manufacturières en hausse

Le secteur manufacturier ressort en hausse de 7,5%, soutenu par les « industries agroalimentaires et tabac » (+11,9%), les « industries du bois et meubles » (+7,3%), les « industries du verre, de la céramique et des matériaux de construction » (+25,9%) et la « fabrication de machines et matériels de tous types » (+33,1%).

L'activité des « **industries agroalimentaires et tabac** » est tirée par la bonne orientation des branches « fabrication de produits alimentaires et boissons » (+11,2%) et « fabrication de produits à base de tabac » (+28,0%).

La branche « **industries du bois et meubles** » s'accroît sous l'effet conjugué de la progression des activités de « fabrication de meubles et activités non classées

ailleurs » (+8,7%) et du retrait de la sous branche « travail du bois et fabrication d'articles en bois ou de vannerie » (-4,1%).

La branche « fabrication de machines et matériels de tous types » bénéficie de la croissance observée au niveau des sous branches « fabrication de machines et de matériels électriques » (+34,2%) et « construction de véhicules automobiles » (+20,0%).

L'activité des « industries pétrolières, chimiques et caoutchouc, plastiques » régresse en lien avec les diminutions enregistrées au niveau des branches « fabrication de produits en caoutchouc ou en matières plastiques » (-7,1%), et « raffinage pétrolier, cokéfaction, industries nucléaires » (-16,1%). En revanche, la branche « fabrications de produits chimiques » augmente de 15,4%.

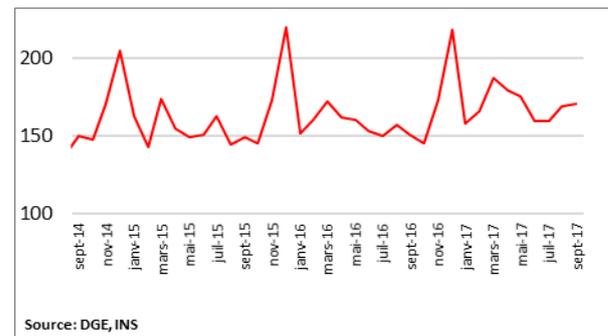
La production totale de produits pétroliers enregistre une hausse de 2,3% pour ressortir à 2 239 545 tonnes. Cette évolution positive provient de la production de l'essence (+36,4%) et du DDO (+43,1%). En revanche, les productions de gasoil (-2,7%) et fuel-oil (-44,3%) s'affichent en retrait.

Les industries « textiles et cuir » sont en augmentation de 1,1%, en lien avec la progression de l'activité des branches « travail du cuir ; fabrication d'articles de voyage ; fabrication de chaussures » (+3,2%), « fabrication d'articles d'habillement ; préparation et teinture des fourrures » (+4,9%) tandis que la branche « fabrication de textiles » (-3,2%) se contracte.

L'activité des « industries du papier, carton et édition, imprimerie » affiche une hausse de 2,2% soutenue par les croissances des branches « fabrication de papier, de carton et d'articles en papier ou en carton » (+3,9%) et « édition, imprimerie et reproduction d'enregistrements » (+0,4%).

Les « industries métalliques » enregistrent un reflux de 3,2% imputable à la branche « fabrication d'ouvrages en métaux et travail des métaux » (-4,1%). Toutefois, cette baisse est atténuée par la progression des activités de « métallurgie et fonderie » (+1,4%).

Graphique 4 : Indice de production du secteur manufacturier



○ Energies commerciales en augmentation continue

La branche « électricité, gaz et eau » enregistre une progression de 0,6%, résultant de la hausse des activités de « captage, traitement et distribution d'eau » (+3,0%) et de la baisse de la « production et distribution d'électricité » (-0,2%).

La production nette d'électricité se contracte de 0,3% pour se situer à 7 353 Gwh. Elle pâtit de la baisse de la production de l'électricité de source thermique (-4,3%), en dépit d'une confortable croissance de la production de source hydraulique (+24,1%).

Le repli de l'énergie de source thermique est en liaison avec le recul de l'extraction de gaz. La baisse d'activité provient des centrales thermiques CIPREL (-8,0%), AGGREKO (-11,9%) et des centrales isolées (-7,4%). Par contre, ces évolutions négatives sont atténuées par la croissance de la production d'AZITO ENERGIE (+3,9%).

S'agissant de l'énergie de source hydraulique, elle bénéficie de la mise en service progressive du barrage de Soubré.

En dépit de cette quasi-stabilité de la production, il convient de relever que le secteur électricité a connu ces dernières années, un bond qualitatif et quantitatif en matière de couverture nationale d'électricité. Ainsi, le temps moyen de coupure d'électricité a considérablement baissé dans les villes les plus peuplées, passant de plus de cinq heures par mois en 2010 à moins de trois heures par mois en 2017. Le taux de couverture en électricité est passé de 33% en 2010 à 55,8% en 2015, avant d'atteindre 80% en 2017.

Malgré la stagnation, l'offre d'électricité a permis de répondre à l'accroissement de la demande intérieure (+5,6%) au détriment des exportations (-23,9%).

✓ Le BTP

Le BTP se renforce après être resté en repli sur le premier semestre 2017. Ainsi, il progresse de 2,7%, à fin septembre 2017 après +1,8 à fin août 2017 et -0,5% à fin juin 2017. Cette évolution est en lien avec la mise en œuvre de quelques projets et le démarrage de certains chantiers, notamment l'échangeur du carrefour Solibra et l'agrandissement du boulevard Latrille. En termes de perspectives, d'autres projets majeurs d'un coût total de 475 milliards seront lancés dans les prochains mois. Il s'agit de la réhabilitation du pont Felix Houphouët Boigny, de la construction de l'échangeur Akwaba, de la construction du quatrième pont qui reliera le Plateau à Yopougon, de la construction des autoroutes de contournement d'Abidjan, du dédoublement de la route Abidjan-Dabou ainsi que celle de la prison civile et de la construction d'échangeurs aux principaux carrefours du boulevard Mitterrand.

L'embellie enregistrée au niveau du BTP provient de la hausse de la consommation de « ciment » (+11,4%), de « tôles et bacs » (+3,8%), de « graviers » (+8,5%) et de « câbles et fils électriques » (+12,2%). En revanche, les consommations de « bitume » (-22,3%), de béton (-14,45%) et de « sable » (-37,9%) se contractent.

II.1.c. Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire connaît une évolution globalement favorable. En effet, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'accroît de 8,9% en termes nominaux. Dans la branche transport, toutes les composantes ressortent en hausse, excepté le ferroviaire qui se contracte de 7,5%. En effet, le nombre de passagers commerciaux du transport aérien et du trafic routier croissent de 14,1% et 6,3% respectivement. Par ailleurs, le trafic global de marchandises dans le maritime ressort en hausse de 0,5% après un repli sur les huit premiers mois de l'année.

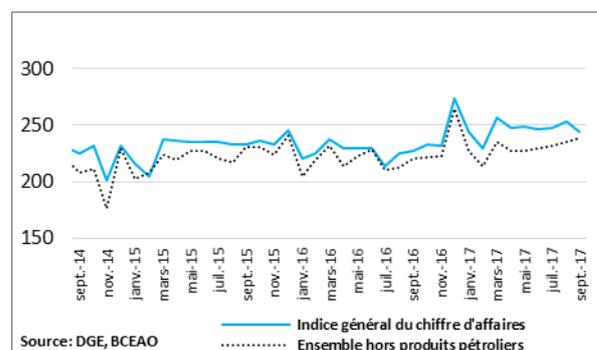
✓ Commerce de détail

Maintien à la hausse du commerce de détail

Le commerce de détail poursuit sa bonne dynamique observée les trimestres précédents portée par l'installation de nouveaux centres commerciaux et la diversification de l'offre des produits sur le marché.

L'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail s'accroît de 8,9% en termes nominaux. Cette évolution provient de la progression des ventes des branches « produits de la pêche, pisciculture, aquaculture » (+70,4%), « machines de bureau, matériel informatique » (+23,7%), et « ameublement, équipement et produits ménagers » (+24,7%). Par contre, les branches « textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » et « articles de presse, librairies, papeterie, fournitures scolaires » reculent respectivement de 10,9% et 10,3%.

Graphique 5 : Indice du chiffre d'affaire du commerce de détail



L'indice du chiffre d'affaires de la branche « produits pétroliers », ressort en hausse de 12,2% ; ce qui traduit une orientation favorable du trafic routier en liaison avec le dynamisme de l'activité économique.

Les ventes de la branche des « produits de l'alimentation, boisson, tabac » s'accroissent de 10,5% tirées par une plus grande disponibilité des produits de l'agriculture, de la pêche par la promotion des produits de brasserie et de sucrerie.

Les « produits pharmaceutiques et cosmétiques » s'accroissent de 8,0% sous l'impulsion de toutes les sous-branches en raison de la multiplication des campagnes de vaccination sur tout le territoire national et des offres promotionnelles dans le domaine de la cosmétique.

La branche « véhicules automobiles, motocycles et pièces détachées » (+1,6%) bénéficie d'un climat favorable qui stimule de la demande.

En revanche, la progression des ventes a été atténuée par la contraction du chiffre d'affaires dans la branche « articles d'équipement de la personne » (-10,8%) liée à la baisse de la demande de la composante « textiles, habillement, articles chaussants et cuirs » (-10,9%) qui souffre des méfaits de la contrefaçon.

De même, les branches « articles de presse, librairie, papeterie et fournitures scolaires » (-10,3%) et « autres produits » (-1,8%) fléchissent.

Hors produits pétroliers, l'indice du chiffre d'affaires du commerce de détail ressort en hausse de 5,2%.

✓ *Transports*

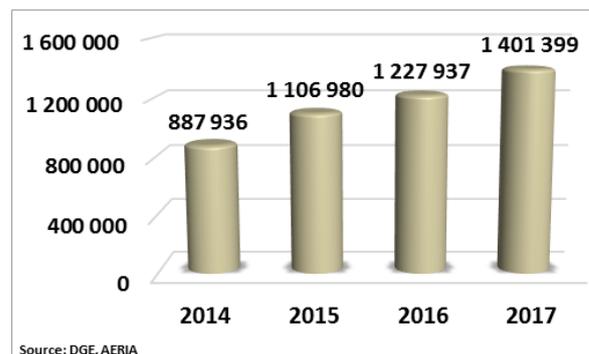
Les activités dans le transport se comportent favorablement, excepté le ferroviaire qui demeure en contraction.

○ **Hausse continue du trafic aérien**

La dynamique du **trafic aérien** reste orientée à la hausse, en rapport avec la bonne tenue des activités économiques nationales. Cette évolution laisse entrevoir une évolution favorable du tourisme.

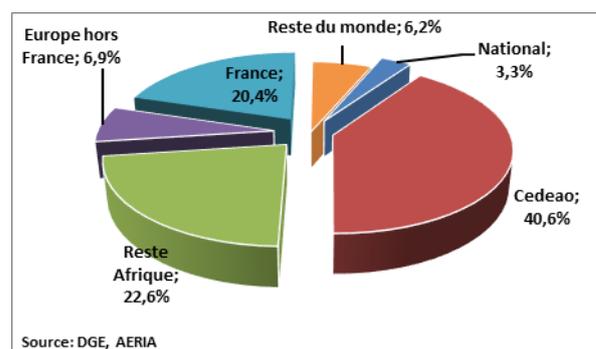
Ainsi, le nombre de passagers commerciaux atteint 1 401 399, en progression de 14,1% grâce notamment (i) aux investissements réalisés au niveau de l'aéroport Félix Houphouët Boigny (FHB) d'Abidjan notamment la modernisation et l'extension de l'aérogare de fret, (ii) à la réhabilitation des aéroports et aérodromes de l'intérieur, et (iii) au dynamisme du trafic vers l'Europe. En outre, grâce à l'obtention de la certification « TSA » pour des vols directs vers les Etats-Unis d'Amérique, la Côte d'Ivoire a signé un accord avec Ethiopian Airlines pour desservir les Etats-Unis par vols directs à partir de janvier 2018. Il est également enregistré l'instauration de vols directs vers d'autres pays notamment la Suisse et le Portugal.

Graphique 5 : Evolution du nombre de passagers du transport aérien à fin septembre



Au niveau de la répartition du trafic aérien, la zone CEDEAO demeure la plus dynamique avec un accroissement de 20,2% du nombre de passagers commerciaux. Elle est suivie de la zone Europe (+15,8%). Par ailleurs, au niveau national, le trafic est resté quasi-stable avec ses 46 136 passagers en raison de la réfection de la piste de l'aéroport de San Pedro et de l'arrêt des vols vers cette destination.

Graphique 6 : Répartition du nombre de passagers au départ d'Abidjan par destination



La structure du trafic aérien reste dominée par les destinations CEDEAO (40,6%) et Europe (27,3%) dont la France (20,4%).

Les principales compagnies du trafic aérien en termes de passagers transportés sont AIR COTE D'IVOIRE (607 593 passagers ; +19,0%) et AIR FRANCE (218 076 passagers ; -0,3%).

○ **Trafic routier soutenu**

Au vu de l'évolution de l'indicateur avancé qu'est la consommation des carburants gasoil et super (+6,3%), le trafic routier serait en accroissement. Cette branche d'activité devrait bénéficier d'une amélioration de la fluidité routière suite à la réalisation des nombreuses

infrastructures routières prévues dans le PND 2016-2020. Par ailleurs, elle tirerait avantage d'une bonne organisation des syndicats de transporteurs.

○ Redressement du transport maritime

Au niveau du **transport maritime**, il est enregistré un redressement des activités portuaires suite à la fin des travaux de réhabilitation de la voirie de la zone portuaire d'Abidjan. Ainsi, le trafic global de marchandises augmente de 0,5% à fin septembre 2017 après des baisses de 1,9%, 1,8% et 4,2% respectivement à fin août, fin juillet et fin juin 2017.

Cette inversion de tendance est également due à la reprise des importations.

Concernant spécifiquement le **Port d'Abidjan**, la fin des travaux de réhabilitation de la voirie a favorisé le désengorgement de la zone portuaire et contribué au redressement de l'activité. Ainsi, le trafic global de marchandises affiche un accroissement de 2,2% à fin septembre 2017 après une baisse observée le mois précédent (-0,1% à fin août 2017).

Cette bonne performance est essentiellement favorisée par l'augmentation du trafic national (+3,9%). En revanche, les activités du transbordement (-7,4%) et du transit (-5,2%) sont en repli.

Au niveau national, l'activité est caractérisée par la progression des marchandises générales et des produits de pêche qui augmentent respectivement de 12,8% et 12,3%. Par contre, les produits pétroliers reculent de 12,6% en liaison avec la diminution des importations de pétrole brut (-49,9%).

Concernant les activités du transbordement, elles demeurent en retrait en raison de la forte concurrence des ports voisins.

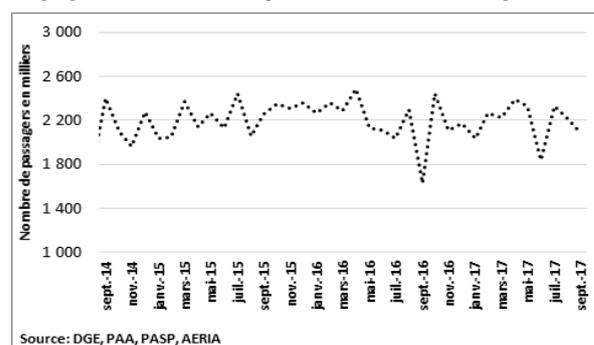
S'agissant du transit, il continue de pâtir de la contraction des échanges de marchandises générales (-5,3%) avec certains pays de l'hinterland, principalement le Burkina Faso (-14,7%). En revanche, les échanges avec le Mali sont en accroissement de 7,3%.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, le Port d'Abidjan enregistre une évolution favorable à la fois des exportations (+3,4%) et des importations (+1,6%).

Au niveau du **Port de San Pedro**, le trafic global de marchandises régresse de 8,8% par rapport à la même période de l'année 2017, en relation avec la lenteur accusée dans l'exécution des projets d'investissement en cours. Ainsi, l'activité est fortement impactée par la contraction des activités du transbordement (-23,1%). En revanche, au niveau national, il est observé un redressement du trafic global de marchandises (+0,6%) à fin septembre 2017 après des baisses de 1,9% à fin août et 2,3% à fin juillet 2017.

En ce qui concerne les échanges commerciaux, il est observé un accroissement des exportations (+5,0%) alors que les importations reculent de 9,7%.

Graphique 7 : Evolution du trafic global de marchandises du transport maritime



○ Transport ferroviaire en repli

Dans la **branche ferroviaire**, l'activité est toujours confrontée aux mêmes difficultés notamment le manque d'investissement. Par ailleurs, ce mode de transport fait face à la concurrence du trafic routier en lien avec l'amélioration de la fluidité routière. Ainsi, il est enregistré une contraction de 7,5% du volume de marchandises transportées, en liaison avec la chute de 6,9% des échanges commerciaux entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. En effet, les exportations de marchandises de la Côte d'Ivoire vers le Burkina Faso reculent de 6,2% tandis que les importations régressent de 10,0%.

De même, le transport ferroviaire de personnes se contracte de 10,3%, en rapport avec la faible compétitivité qualité prix du service.

Le secteur ferroviaire est une préoccupation majeure pour le Gouvernement ivoirien et devrait voir des débuts de solution à ces maux avec la réhabilitation prochaine du chemin de fer Abidjan-Ouagadougou-Kaya et le lancement des travaux du métro d'Abidjan.

✓ *Progression du chiffre d'affaires de la téléphonie mobile*

Le secteur des télécommunications, à fin août 2017, est marqué par une évolution divergente du chiffre d'affaires et du nombre d'abonnements. En effet, le chiffre d'affaires des télécommunications se replie de 1,6% tandis que les abonnements progressent de 42,4% pour la période sous revue. La baisse du chiffre d'affaire provient de la téléphonie fixe et s'explique principalement par la fusion des sociétés « Orange Côte d'Ivoire » et « Côte d'Ivoire TELECOM » qui internalise leurs échanges.

La téléphonie mobile enregistre un accroissement de son chiffre d'affaires de 7,9%, pendant que le nombre d'abonnements progresse de 25,3% et atteint 31 986 446. Le chiffre d'affaires de la téléphonie mobile bénéficie de la progression au niveau du mobile money (+37,4%) et de l'internet mobile (+58,4%). Le nombre d'abonnements au mobile money enregistre une hausse de 20,8%, marquant un intérêt de plus en plus prononcé des consommateurs pour ces services. Les perspectives dans ce domaine s'orientent vers la constitution de banques dématérialisées à travers les téléphones mobiles.

Au niveau de l'internet mobile, l'utilisation de la 3G et le déploiement progressif des réseaux 4G facilitent l'usage de l'internet sur les smartphones et entraînent un accroissement rapide (+97,4%) du nombre d'abonnements.

En revanche, au niveau de la téléphonie fixe, le chiffre d'affaires est ressorti à 72,7 milliards en recul de 44,1% en dépit de la hausse du nombre d'abonnements de 5,4%.

II.1.d. Prix à la consommation

Hausse maîtrisée des prix à la consommation

L'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) enregistre une progression de 0,7% en moyenne sur la

période sous revue. Cette évolution émane à la fois, de l'accroissement des prix des produits non alimentaires (+0,8%) et des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+0,3%). Il convient de relever que dans le cadre de la lutte contre la vie chère, la signature au mois de juillet 2017 d'un décret portant plafonnement des prix et des marges sur une période de six (6) mois pour ce qui concerne certains produits de premières nécessités. Il s'agit du riz, du sucre, de la tomate concentrée et de l'huile de table. Cette mesure vise à endiguer les pratiques spéculatives dont ces produits sont l'objet de la part des commerçants.

Par ailleurs, en termes de provenance, la contribution des produits importés (+1,4%) à cette hausse est plus importante que celle des produits locaux (+0,7%).

La progression enregistrée au niveau des prix des produits de la fonction « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » provient de l'augmentation des prix des « boissons non alcoolisées » (+3,6%) atténuée par la baisse des « produits alimentaires » (-0,1%).

S'agissant du groupe « produits alimentaires », un renchérissement des prix est observé au niveau des sous-groupes tels que les « lait-fromages-œufs » (+0,6%), les « légumes frais » (+1,8%), les « viandes » (+1,7%), les « poissons » (+6,3%), ainsi que les « huiles et graisses » (+13,4%). En revanche, les postes « céréales non transformées » (-1,5%), « fruits » (-5,4%) et « tubercules et plantains » (-13,0%) s'affichent en baisse.

Le sous-groupe « viandes » connaît une augmentation de prix des postes « filet de bœuf au kilo » (+5,6%), « tripes et abats de bœuf au tas » (+11,0%), « patte de porc fumée en vrac » (+8,2%) et « poulet local sur pieds » (+4,8%). Par contre, les postes « poulet vivant de chair » (-7,7%), « viande fraîche de porc au kilo » (-1,6%), « gigots d'agneau » (-1,3%), et « saucisson de bœuf » (-25,1%) sont en retrait.

Le poste « poissons » est caractérisé notamment par le relèvement des prix du « poisson frais appolo » (+3,5%), « poisson frais soso » (+5,3%), du « poisson frais capitaine » (+2,1%), du « poisson fumé Hareng » (+16,4%), et du « poisson fumé maquereau » (+12,0%).

Toutefois, ces hausses sont amoindries par la contraction des prix du « poisson fumé mâchoiron » (-1,6%).

Le poste « huiles et graisses » est caractérisé par les augmentations des prix de l'« huile de palme industrielle en bouteille » (+13,6%), de l'« huile de palme industrielle en vrac » (+16,8%), des « graines de palme traditionnelles » (+12,6%) et de l'« huile d'arachide au litre » (+9,3%).

La fonction « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+2,1%) connaît une augmentation des prix qui résulte aussi bien du groupe « boissons alcoolisées » (+0,8%) que des « tabacs et stupéfiants » (+3,6%).

Le raffermissement des prix des produits non alimentaires est le fait des « articles d'habillement et chaussures » (+2,4%), des « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » (+1,2%), des « meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer » (+2,3%), de la « santé » (+0,5%), des « loisirs et culture » (+0,8%), de l'« enseignement » (+1,9%), des « restaurants et hôtels » (+1,1%) ainsi que des « biens et services divers » (+2,2%).

L'évolution de prix de la fonction « logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles » relève de la plupart de ses groupes, notamment, les « loyers effectifs » (+2,3%), l'« électricité, gaz et autres combustibles » (+3,2%) et l'« entretien et réparation des logements » (+0,3%). Cet accroissement de prix est compensé par le repli de l'« alimentation en eau et services divers liés au logement » (-1,0%).

La fonction « santé » connaît une augmentation en ligne avec la progression de prix des groupes « produits, appareils et matériels médicaux » (+1,4%), « services hospitaliers » (+0,2%), hormis les « services ambulatoires » (-1,5%) qui s'affichent en retrait.

Le renchérissement de prix de la fonction « loisirs et culture » est expliqué par les groupes « services récréatifs et culturels » (+1,5%), « journaux, livres et articles de papeterie » (+1,1%), et « autres articles et matériel de loisirs, de jardinage » (+2,7%), en dépit des réductions de prix du « matériel audiovisuel, photographique et de

traitement de l'image » (-1,1%) et des « forfaits touristiques » (-0,9%).

Les prix de la fonction « enseignement » sont en hausse comme en témoignent les évolutions positives des postes « enseignement préélémentaire et primaire » (+4,2%) et « enseignement secondaire » (+3,8%), allégés par les prix de l'« enseignement supérieur » et de « enseignement post-secondaire non supérieur » qui diminuent respectivement de 0,1%.

Les prix de la fonction « restaurants et hôtels » affichent une progression de 1,1% en lien avec l'augmentation des prix des groupes « services de restauration » (+0,1%) et « services d'hébergement » (+2,1%).

La fonction « biens et services divers » enregistre un accroissement de prix imputable aux groupes « soins corporels » (+5,1%) et « services financiers » (+0,9%).

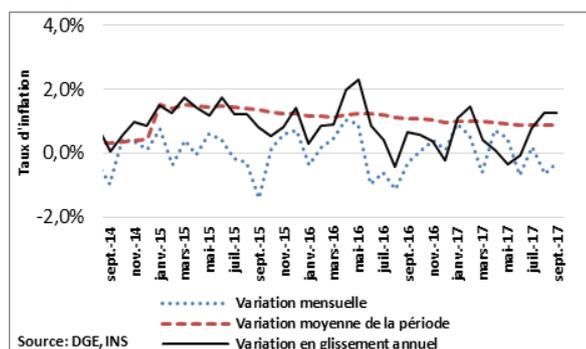
Ces hausses enregistrées au niveau de la plupart des fonctions sont amoindries par le fléchissement des prix des fonctions « transport » (-1,1%) et « communication » (-3,1%).

La baisse de prix observée au niveau de la fonction « transport » est essentiellement due à la réduction des prix des postes « achats de véhicules » (-0,4%) et « services de transport » (-1,7%) malgré une hausse des « coûts d'utilisation des véhicules » (+1,1%).

La fonction « communication » pâtit des diminutions enregistrées au niveau des prix de l'ensemble des groupes, notamment les « services de téléphonie et de télécopie » (-3,2%), « services postaux » (-0,1%) ainsi que « matériels de téléphonie et télécopie » (-4,3%).

En moyenne annuelle, le taux d'inflation se situe à 0,6%, en deçà du seuil de 3% de la norme communautaire de l'UEMOA.

Graphique 8 : Evolution du taux d'inflation



II.1.e. Emploi moderne

Le nombre total de salariés du secteur formel affiche une progression de 5,7% correspondant à une création nette de 51 474 emplois sur un an. Cette bonne tenue du marché du travail confirme la bonne orientation de l'économie ivoirienne. La répartition des créations d'emploi fait ressortir que le secteur privé demeure le principal pourvoyeur de nouveaux emplois, il contribue à hauteur de 84,7% de la création d'emplois.

Le secteur privé formel connaît une hausse de 6,3% des immatriculations de salariés, ce qui correspond à 43602 nouveaux emplois pour un stock à fin septembre 2017 de 738 728 salariés. Ce dynamisme provient des branches d'activité telles que le commerce (+6,1%; +11 590 emplois nets), l'industrie manufacturière (+7,7%; +7889 emplois nets), le BTP (+8,9%; +4323 emplois nets), l'enseignement privé (+9,1%; +2 444 emplois nets) et les établissements financiers (+10,4%; + 2 061 emplois nets).

Au niveau du secteur public, il est enregistré une progression de 3,9% du nombre de salariés correspondant à une création nette de 7 872 emplois. Hormis les militaires, le secteur public compte 208 004 fonctionnaires et agents de l'Etat.

Au total, le secteur formel moderne comptabilise 946 732 salariés hormis les militaires.

La question de l'emploi reste un axe majeur de la politique du Gouvernement, en particulier la question de l'emploi des jeunes. Aussi, un ministère spécifique a été dédié à la promotion de l'emploi des jeunes et une politique nationale de l'emploi pour la période 2016-2020 est mise en œuvre.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

A fin septembre 2017, la situation des finances publiques est marquée par un niveau de recouvrement des recettes et dons au-dessus de l'objectif et une sous consommation des dépenses totales et prêts nets. Ceci a induit un déficit budgétaire global moindre que prévu.

Par rapport aux réalisations à fin septembre 2016, les recettes et dons ainsi que les dépenses totales et prêts nets sont en hausse respectivement de 293,5 milliards et 101,6 milliards.

II.2.a. Recettes totales et dons

Le niveau de recouvrement des recettes et dons a atteint 3 424,9 milliards contre un objectif de 3 353,5 milliards. Ces recouvrements comprennent les recettes fiscales y compris les recettes affectées et parafiscalité (2 796,9 milliards), les recettes non fiscales (454,5 milliards) et les dons (173,5 milliards).

Bon niveau de recouvrement des recettes fiscales

La situation des recettes fiscales (hors recettes affectées) fait ressortir un niveau de collecte de 2 664,4 milliards contre un objectif de 2 568,7 milliards, dégageant une plus-value de 95,7 milliards. Cette évolution est imputable aussi bien à la fiscalité intérieure (+32,0 milliards) qu'à la fiscalité de porte (+63,7 milliards).

Comparées à fin septembre 2016, les recettes fiscales enregistrent une hausse de 238,4 milliards.

S'agissant des recettes non fiscales, elles s'élèvent à 454,5 milliards contre 449,7 milliards prévus, soit une plus-value de 4,8 milliards.

Les éléments explicatifs des réalisations par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

✓ Au niveau de la fiscalité intérieure

Les recettes fiscales intérieures ressortent à 1 435,1 milliards contre un objectif de 1 403,1 milliards soit une hausse de 32,0 milliards. Toutefois, les recouvrements sur quelques impôts sont en deçà des prévisions notamment, les impôts sur revenus et salaires, les licences et patentes

et la taxe sur les télécommunications. Par nature d'impôts, le détail se présente comme suit :

- **les impôts sur les bénéficiaires** ont atteint 351,6 milliards contre un objectif de 333,7 milliards soit une plus-value de 17,9 milliards. La performance de ces impôts est imputable d'une part à la composante BIC Pétrole et Gaz (+14,1 milliards) en raison de la hausse des revenus de gaz et le paiement anticipé des revenus de pétrole, et d'autre part à l'impôt BIC des contribuables relevant d'un régime réel d'imposition en lien avec l'activité économique de 2016 ;
- **la taxe sur la valeur ajoutée (TVA)** ressort à 284,4 milliards contre 278,2 milliards prévus soit une plus-value de 6,2 milliards, justifiée par la bonne tenue de l'activité économique. Toutefois, il est noté un reversement de TVA au secteur électricité plus important que prévu (26,6 milliards réalisés contre 12,2 prévus) ;
- **la taxe sur les télécommunications** s'est établie à 34,0 milliards contre un objectif de 43,1 milliards, soit un écart négatif de 9,1 milliards. Cette moins-value est due en partie à la perte de chiffre d'affaires résultant de la fusion de Côte d'Ivoire TELECOM et ORANGE ;
- **les droits d'enregistrement café cacao** ressortent à 80,7 milliards contre un objectif de 59,2 milliards, soit une plus-value de 21,5 milliards. Cette plus-value provient des droits sur des contrats enregistrés avant l'entrée en vigueur de la mesure de suspension des droits pour la période allant d'avril à décembre 2017.

✓ Au niveau de la fiscalité de porte

Les recettes douanières ont enregistré de façon générale une plus-value de 63,7 milliards, attribuable essentiellement au bon niveau de recouvrement de l'ensemble de ses composantes. Prévus à 1 165,6

milliards, les encaissements sont ressortis à 1 229,3 milliards.

Les explications par rubriques se présentent comme suit :

- **les droits et taxes à l'importation**, affichent une performance sur les recouvrements (+17,3 milliards) essentiellement due aux taxes sur les produits pétroliers (+31,8 milliards). Toutefois, les marchandises générales enregistrent une moins-value de 14,6 milliards atténuant ainsi les performances réalisées :
 - la plus-value de 31,8 milliards enregistrée sur les produits pétroliers se justifie par un volume excédentaire des mises à la consommation de carburant routier de 65,30 millions de litres et par une taxation favorable des principaux produits pétroliers (gasoil : 162,62 francs/litre en réalisation contre 143,55 francs/litres en objectif, super carburant : 152,08 francs/litre en réalisation contre 145,85 francs/litres en objectif) ;
 - la contreperformance sur les marchandises générales (-14,6 milliards) s'explique par un niveau plus bas que prévu des prix moyens à l'importation (308 francs/kg en réalisation contre 338,3 francs/kg en prévision) et un déficit des volumes des mises à la consommation en droit commun (7 395,5 milliers de tonnes en réalisation contre 7 503,0 milliers de tonnes en prévision).
- **les droits et taxes à l'exportation** enregistrent une plus-value de 46,4 milliards due à un volume excédentaire de cacao de 166 497 tonnes par rapport aux projections (1 280 209 tonnes attendues contre 1 446 706 tonnes réalisées).

Moindre réalisation des recettes non fiscales et dons

Les recettes non fiscales sont évaluées à 454,5 milliards contre un objectif de 449,7 milliards, dégageant une plus-

value de 4,8 milliards, due au bon niveau de recouvrement des dividendes (SIB, SGBCI et autres).

Les dons ressortent à 173,5 milliards contre une prévision de 191,1 milliards soit un gap de 17,6 milliards, imputable au ralentissement dans l'exécution des dons projet.

II.2.b. Dépenses totales et prêts nets

Les dépenses totales et prêts nets ont été exécutés à 3 828,7 milliards contre un objectif de 4 126,4 milliards, dégageant une sous-consommation de 297,7 milliards. Dans le détail, les évolutions par rapport à l'objectif se présentent comme suit :

Les dépenses de personnel se sont établies à 1 118,0 milliards pour un objectif de 1 131,9 milliards, soit une sous-consommation de 13,9 milliards essentiellement en lien avec le retard dans l'acheminement des dossiers de premiers mandatements des agents nouvellement recrutés.

Les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 802,7 milliards pour un objectif attendu de 884,1 milliards. Cette sous consommation est liée aux difficultés enregistrées en début d'année et au réaménagement budgétaire intervenu.

Les subventions et transferts ont été accordés à hauteur de 256,9 milliards, soit une économie de 12,0 milliards en raison du retard dans l'exécution de la subvention aux écoles privées lié à la nécessité de vérification préalable des effectifs affectés dans les écoles privées.

Les intérêts sur la dette ont été honorés à hauteur de 265,8 milliards pour une prévision de 301,9 milliards dégageant des économies de 36 milliards. Ils se décomposent en intérêts sur la dette intérieure de 148,5 milliards (pour une prévision de 166,4 milliards) et en intérêt sur la dette extérieure de 117,3 milliards pour une prévision de 135,4 milliards).

Les dépenses d'investissement ont été exécutées à hauteur de 976,3 milliards pour une prévision de 1 097,6 milliards soit un taux d'exécution de 88,9%. Elles ont été financées à 484,9 milliards sur ressources internes, soit 49,7% et à 491,7 milliards sur ressources extérieures, soit 50,3%.

L'objectif de financement intérieur des investissements à fin septembre 2017 (569,5 milliards) a été exécuté à 85,2%. La sous-consommation de 84,5 milliards est liée à la non-exécution budgétaire d'importants projets notamment l'aménagement de la route Guitry-Divo (prévu pour 21,5 milliards), le bitumage de l'axe Ferké-Kong (attendu à 7,6 milliards), le programme de construction de collèges et lycées (6,2 milliards prévus), la construction des infrastructures Train Urbain d'Abidjan (2,6 milliards prévus).

Au titre du financement extérieur des investissements, l'objectif a été exécuté à 93,1%. Ces dépenses comprennent 392,0 milliards d'emprunts-projets et 99,7 milliards de dons-projets.

Les emprunts projets ont enregistré un gap lié au retard dans l'exécution de certains projets notamment, le projet de renforcement des réseaux de transport et de distribution (PRETD) (26,7 milliards), le projet de construction du Centre National d'Oncologie et de Radiothérapie (10,9 milliards prévus), la construction d'ouvrages métalliques (9,5 milliards prévus) et l'alimentation en eau potable des régions de Gôh de la Marahoué et d'Abengourou (7,4 milliards prévus).

Quant aux dons projet, la sous-consommation de 17,6 milliards est principalement liée au retard dans l'exécution budgétaire du plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement de la Côte d'Ivoire (UNDAF) prévu pour 31,6 milliards, la construction du stade Olympic d'Ebimpe attendue à 6,5 milliards, le projet ENERGOS 1 avec un objectif de 4,5 milliards, la construction de l'échangeur de l'amitié Ivoir-Japonaise à hauteur de 3,5 milliards.

Au total, le solde budgétaire global ressort déficitaire de 403,8 milliards contre un déficit attendu à 772,9 milliards. Cette économie résulte de l'effet combiné des bonnes performances enregistrées sur les recettes fiscales et la sous-consommation des dépenses publiques. Quant au solde primaire de base, il ressort excédentaire de 181,8 milliards contre un déficit attendu à 134,0 milliards.

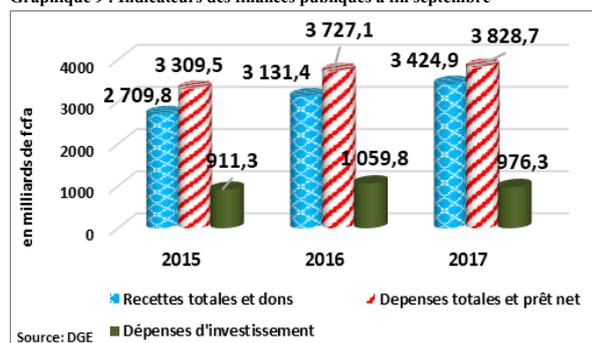
II.2.c. Financement

Le déficit budgétaire global a été couvert grâce à un recours aux marchés monétaire et financier pour un montant de 1 912,7 milliards contre un objectif de 1 269,9 milliards (+642,8 milliards) répartis entre les ressources extérieures et intérieures. Il convient de noter qu'à la même période de 2016, les mobilisations se situaient à 1 087,9 milliards (-824,8 milliards par rapport à fin septembre 2017). Ce niveau important des mobilisations provient essentiellement de l'émission réussie de l'euro obligations à fin juin 2017 qui a permis de mobiliser 1 143,5 milliards dont une tranche en euro équivalent à 410,0 milliards et une autre en dollar équivalent à 733,5 milliards.

S'agissant des ressources mobilisées sur le marché financier régional à hauteur de 769,2 milliards, elles se composent de 438,3 milliards de Bons du Trésor, 137,1 milliards d'emprunts obligataires et 193,9 milliards d'obligations du Trésor.

Ces divers financements ont contribué également au remboursement du capital de la dette publique à hauteur de 1 467,2 milliards contre un niveau prévisionnel de 801,2 milliards (+666,0 milliards). Cette hausse s'explique essentiellement par le rachat partiel des encours des euro-obligations à échéance 2024 et 2032 pour un montant total de 430,6 milliards.

Graphique 9 : Indicateurs des finances publiques à fin septembre



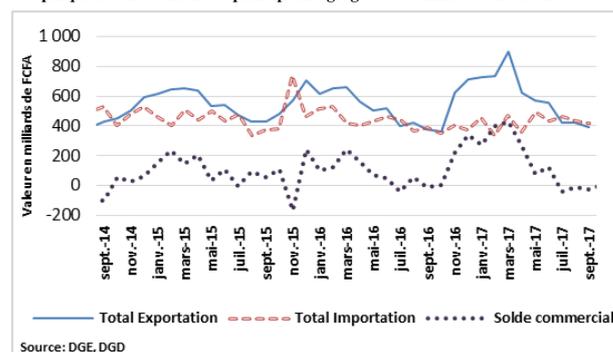
II.3. COMMERCE EXTERIEUR

Les échanges extérieurs de marchandises en commerce spécial et hors biens exceptionnels, sont marqués en valeur par une poursuite de la dynamique des exportations

(+13,6%) et une contraction des importations (-2,2%). Il en résulte un solde commercial excédentaire de 1 480,4 milliards en accroissement de 96,8% par rapport à l'excédent de septembre 2016.

En volume, les exportations et les importations affichent des hausses respectives de 15,5% et 3,0%. Par ailleurs, les termes de l'échange se renforcent de 3,6%, sous l'effet d'une dégradation des prix à l'importation (-5,1%) plus importante que celle des prix à l'exportation (-1,7%).

Graphique 10 : Evolution des principaux agrégats du commerce extérieur



✓ Exportations

Consolidation des ventes de produits primaires et transformés

La hausse en valeur des exportations est imputable à la fois aux produits primaires et aux produits transformés. Les ventes de ces produits progressent respectivement de 19,7% et 4,3%.

Les **produits transformés** profitent de l'orientation favorable des ventes de produits manufacturés (+12,1%) portés principalement par les produits pétroliers (+28,5%). A l'inverse les produits de la première transformation (-1,3%), spécifiquement « l'huile de palme » (-18,2%), le cacao transformé (-2,7%) et le « fer, fonte, acier et ouvrages en acier » (-35,9%) enregistrent un repli. Toutefois, ces contreperformances sont amoindries par les sorties du café transformé (+9,3%) ainsi que des « huiles essentielles et extraits végétaux (+10,7%).

La bonne progression, en valeur, des **produits primaires** est principalement imputable aux exportations des produits de l'agriculture industrielle (+24,1%) notamment, du cacao fèves (+21,6%), de la noix de cajou (+27,0%), du caoutchouc (+63,7%) et du coton en masse

(+6,6%). Concernant le cacao fèves, il est impulsé par la bonne progression en volume (+47,8%) en dépit de la chute des prix (-17,7%). S'agissant des exportations du café vert, elles reculent en valeur (-36,8%) et en volume (-42,7%) sous l'effet d'une hausse des prix.

Par ailleurs, les produits primaires s'améliorent grâce à l'accroissement des produits miniers (+3,8%) tirés par l'or (+4,3%). En outre, les produits de l'agriculture vivrière s'inscrivent également en hausse de 39,3% imputable au riz (+19,0%) et aux mangues fraîches (+8,2%). La hausse des exportations de riz en valeur découle d'un accroissement en volume (+70,5%) et d'une amélioration des prix (-30,2%).

✓ *Importations*

Baisse des importations sous l'effet des biens d'équipement et des biens intermédiaires

Les importations en valeur se contractent de 2,2% sous l'effet des biens d'équipement (-23,4%) et des biens intermédiaires (-14,2%). Toutefois, cette décre est amoindrie par la hausse des achats de biens de consommation (+16,3%).

L'accroissement des **biens de consommation** dérive essentiellement des biens de consommation non alimentaires (+22,0%) qui profitent de la hausse des « produits pétroliers » (+229,7%), des « plastiques » (+13,9%), des « minerais, scories et cendres » (+118,8%) ainsi que des « automobiles » (+8,6%).

Les **biens d'équipement** pâtissent du retrait des acquisitions de « machines mécaniques » (-9,8%), de « machines électriques » (-27,8%), de « matériels de transport routier » (-15,7%) et de « matériels de transport de navigation maritime » (-86,3%).

Les **biens intermédiaires** subissent le recul des importations de « pétrole brut » (-35,1%), de « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (-9,4%), et de « produits métalliques » (-4,6%).

✓ *Structure des échanges commerciaux de biens*

Les exportations sont essentiellement composées de produits primaires (63,7%) et de produits transformés (36,3%). L'économie ivoirienne, gagnerait à modifier cette structure afin que les produits transformés prennent le pas sur les produits primaires.

Tableau 5 : Structure des exportations en valeur 2016-2017

	9 mois 2016	9 mois 2017
Produits primaires	100,0%	100,0%
Agriculture d'exportation	77,1%	79,9%
<i>dont: cacao fèves</i>	43,9%	44,6%
<i>dont: noix de cajou</i>	15,9%	16,9%
Produits miniers	22,1%	19,2%
<i>dont: pétrole brut</i>	9,6%	7,5%
<i>dont: Or</i>	12,4%	10,8%
Agriculture vivrière, Elevage, Pêche	0,8%	0,9%
Produits transformés	100,0%	100,0%
1ère Transformation	35,9%	51,9%
<i>dont: Cacao transformé</i>	23,6%	33,6%
Manufacturiers	26,8%	44,0%
<i>dont: Produits pétroliers</i>	11,7%	22,1%
Conserves et Préparation Alimentaires	2,8%	4,1%

Source : DGE ; DGD

Les produits primaires restent dominés par l'agriculture d'exportation (79,9%) dont la principale spéculation est le cacao fèves (44,6%). Ils sont constitués également des produits miniers (19,2%) dont l'or (10,8%) et le pétrole brut (7,5%).

Les produits transformés comprennent les produits de première transformation (51,9%), les produits manufacturés (44,0%) ainsi que des « conserves et préparations alimentaires » (4,1%).

En ce qui concerne *les importations*, elles sont dominées par les biens de consommation (55,4%) et les biens intermédiaires (25,6%). Quant aux biens d'équipements, ils représentent 18,9% des produits importés.

Les biens de consommation sont composés de produits alimentaires tels que le riz (10,9%) et les poissons (9,5%) ainsi que des autres biens de consommation, dominés par les produits pétroliers (10,0%) et les plastiques (9,7%).

S'agissant des biens intermédiaires, le pétrole brut (32,0%) et le « fer, fonte, acier et ouvrages en aciers » (17,4%) sont les principales composantes.

Les biens d'équipement restent dominés par les machines mécaniques (45,9%) et les machines électriques (20,1%).

Tableau 6 : Structure des importations en valeur 2016-2017

	9 mois 2016	9 mois 2017
Biens de Consommation	100,0%	100,0%
Produits alimentaires	40,3%	37,0%
<i>dont: Poissons</i>	<i>9,2%</i>	<i>9,5%</i>
<i>Riz</i>	<i>13,2%</i>	<i>10,9%</i>
Autres biens de consommations	59,7%	63,0%
<i>dont Produits pétroliers</i>	<i>6,0%</i>	<i>17,1%</i>
<i>Plastiques</i>	<i>9,9%</i>	<i>9,7%</i>
Biens intermédiaires	100,0%	100,0%
<i>dont: Pétrole brut</i>	<i>42,3%</i>	<i>32,0%</i>
<i>Fer, fonte, acier et ouvrages en acier</i>	<i>16,5%</i>	<i>17,4%</i>
Biens d'équipement	100,0%	100,0%
<i>dont: Machines mécaniques</i>	<i>39,0%</i>	<i>45,9%</i>
<i>Machines électriques</i>	<i>21,3%</i>	<i>20,1%</i>

Source : DGE ; DGD

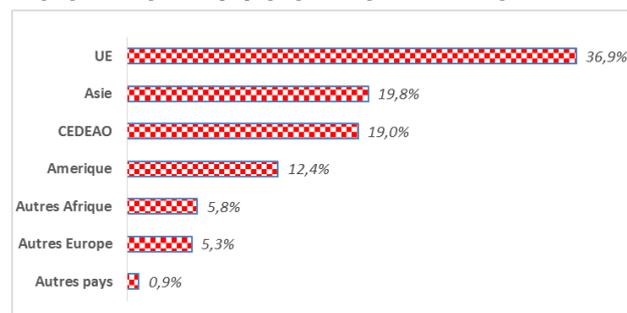
✓ Répartition géographique des échanges

Au niveau des exportations, l'Union Européenne est le principal client de la Côte d'Ivoire suivi de l'Amérique, de l'Asie et de la CEDEAO. Ces quatre zones absorbent 88,0% des ventes externes du pays.

En Europe, les Pays Bas (12,1%), la Belgique (5,1%), la France (4,7%) et l'Allemagne (4,6%) sont les principaux clients de la Côte d'Ivoire. La position des Pays Bas s'explique par l'importance de leur port qui sert de plateforme de transit vers d'autres pays européens. Sur le continent américain, les Etats-Unis (9,3%) occupent la première place avec les achats de cacao fèves, en raison de l'implantation de ses entreprises dans ce secteur en Côte d'Ivoire.

En Asie, le principal client est la Malaisie (5,1%), en lien avec ses achats de cacao fèves, de caoutchouc et de coton en masse. Ces trois spéculations représentent 97,8% de ses achats provenant de la Côte d'Ivoire.

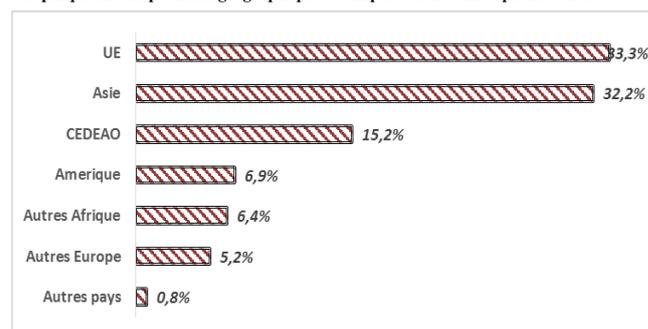
Graphique 11 : Répartition géographique des exportations à fin septembre 2017



Source : DGE ; DGD

Les clients les plus dynamiques de la Côte d'Ivoire dans la zone CEDEAO sont le Burkina Faso (4,3%), le Ghana (4,2%) et le Mali (3,6%). Le Burkina Faso et le Mali s'approvisionnent essentiellement en huile de palme et en produits pétroliers tandis que le Ghana se ravitaille en produits manufacturés tels que les produits pétroliers et les plastiques. S'agissant de l'Afrique de l'Ouest dans sa globalité, le Burkina Faso, le Ghana et le Mali sont les principaux clients.

Graphique 12 : Répartition géographique des importations à fin septembre 2017



Source : DGE ; DGD

Du côté des importations, les principaux fournisseurs proviennent de l'Union Européenne, l'Asie et de la CEDEAO. Ainsi, l'ensemble des approvisionnements en marchandises en provenance de ces zones représentent 87,6% du total des importations en valeur.

Au niveau de l'Europe et de l'Asie, la France et la Chine se positionnent en tête avec respectivement 12,0% et 13,9% des importations.

Dans la zone CEDEAO et sur le continent africain, le Nigéria se positionne comme le premier pays fournisseur de la Côte d'Ivoire. Il occupe la troisième place au niveau mondial avec 9,7% des importations. Le poids important du Nigéria dans les importations de la Côte d'Ivoire

s'explique par les achats de pétrole brut et destiné à l'alimentation de la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR).

Dans la zone UEMOA, le Togo et le Sénégal sont les principaux pays qui approvisionnent la Côte d'Ivoire en marchandises avec respectivement 2,8% et 1,8% des importations. Les marchandises provenant de ces pays sont les produits pétroliers (Togo) et les poissons (Sénégal).

II.4. SITUATION MONETAIRE ET MARCHE BOURSIER

II.4.a. Situation monétaire

Consolidation des avoirs extérieurs nets

La situation monétaire est marquée par un accroissement de la masse monétaire sous l'effet de la progression des crédits intérieurs nets et des avoirs extérieurs nets.

La **masse monétaire** se situe à 9 503,1 milliards en hausse de 24,8% (+1 888,2 milliards). Cette évolution se traduit aussi bien au niveau de la circulation fiduciaire (+52,5% ; +965,4 milliards) que de la monnaie scripturale (+16,0% ; +922,7 milliards).

Au niveau des contreparties de la masse monétaire, les **avoirs extérieurs nets** enregistrent un accroissement de 50,8% (+901,5 milliards) pour se situer à 2 674,8 milliards. Cette évolution est imputable à la mobilisation par l'émission d'euro obligations de 1 143,5 milliards sur le marché financier international.

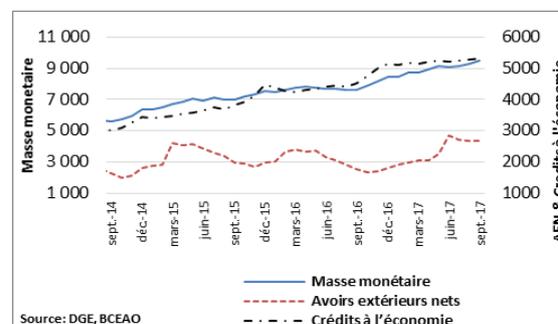
Les **crédits intérieurs nets** s'affichent à 7 117,9 milliards en augmentation de 14,9% (+921,4 milliards). Cette orientation favorable est en lien avec les hausses des crédits nets à l'économie et de la Position Nette du Gouvernement (PNG).

La PNG s'établit à 1 799,2 milliards, en augmentation de 6,5% (+110,2 milliards) du fait de l'accroissement des dettes de l'Etat plus rapide que celle de ses créances.

Au niveau du financement bancaire de l'économie, il est enregistré une hausse de 18,0% pour atteindre 5 318,7 milliards (+811,2 milliards). Cette dynamique favorable confirme la confiance du secteur bancaire vis-à-vis de

l'économie ivoirienne. Tous les types de crédits bénéficient de cette progression en l'occurrence les crédits de campagne (+50,3% ; +92,5 milliards), les crédits ordinaires de court terme (+9,1% ; +209,7 milliards), les crédits ordinaires de moyen terme (+24,1% ; +432,5 milliards) et les crédits ordinaires de long terme (+34,1% ; +76,5 milliards).

Graphique 13: Principaux agrégats monétaires (en milliards de FCFA)



En ce qui concerne la situation des banques sur les neuf premiers mois de 2017, il est observé un accroissement des dépôts de 17,9% (+200,9 milliards) par rapport à la même période de 2016 pour s'établir à 1 320,6 milliards.

S'agissant des crédits, le montant cumulé s'élève à 3 236,1 milliards contre 3 344,2 milliards sur la même période en 2016, soit une baisse de 108,1 milliards (-3,2%), en relation avec la diminution des crédits accordés aux « particuliers » (-162,4 milliards), aux « personnels des banques » (-80,3 milliards), à la « clientèle financière » (-37,8 milliards) et à l'« Etat et organismes assimilés » (-2,2 milliards). Cette diminution a été atténuée par la hausse des crédits des « entreprises individuelles » (+134,0 milliards), des « assurances et caisses de retraite » (+19,0 milliards), des « sociétés d'Etat et EPIC » (+17,6 milliards), des « coopératives et groupements villageois » (+8,3 milliards) et des « Autres sociétés » (+1,1 milliard). Le taux d'intérêt moyen est ressorti en hausse de 0,2 point de pourcentage en s'établissant à 6,4%. La durée moyenne des crédits s'est établie à 17,4 mois au titre des neuf premiers mois de 2017, contre 18,9 mois au titre de la même période de 2016.

Le montant cumulé des effets de commerce escomptés est ressorti à 656,0 milliards au terme des neuf premiers mois de l'année 2017, contre 587,4 milliards à la même période de 2016, soit une hausse de 68,6 milliards (+11,7%). Cette

hausse est amenée par l'augmentation des escomptes effectués par les « Entreprises individuelles » (+46,5 milliards), les « Autres sociétés » (+25,7 milliards), les « Particuliers » (+15,7 milliards) et de la « Clientèle financière » (+2,7 milliards). Cette augmentation est cependant atténuée par la baisse des escomptes d'effets de l'« Etat et organismes assimilés » (-16,0 milliards). La moyenne du taux d'escompte a baissé de 0,5 point de pourcentage pour s'établir à 6,9%.

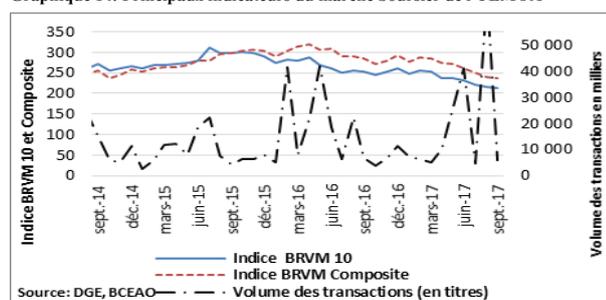
Le montant cumulé des dépôts sur les neuf premiers mois de l'année 2017 s'élève à 1 320,6 milliards, en augmentation de 200,9 milliards (+17,9%) par rapport à son niveau de 1 119,7 milliards enregistré sur la même période en 2016. Le taux créditeur moyen a baissé de 0,2 point de pourcentage pour se situer à 5,0%.

II.4.b. Marché boursier

Repli des indices boursiers

Les activités de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) continuent d'être orientées à la baisse. En effet, la quasi-totalité des indices boursiers se replient, tout comme la capitalisation boursière du marché des actions et la valeur totale transigée. Seule la capitalisation boursière des obligations et le volume transigé s'affichent en hausse.

Graphique 14: Principaux indicateurs du marché boursier de l'UEMOA

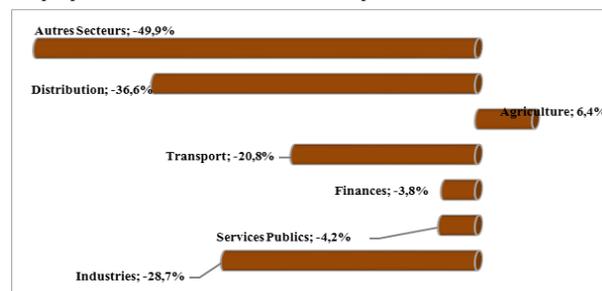


Les indices BRVM et 10 BRVM composite refluent de 12,3% et 11,7% respectivement en lien avec la dégrè des cours des actions.

Au niveau sectoriel, hormis l'indice de l'agriculture qui progresse de 4,4%, tous les indices se contractent

notamment ceux de l'industrie (-29,1%), de la distribution (-38,8%), du transport (-22,3%) et des finances (-4,4%).

Graphique 15 : Evolution des indices boursiers par secteur



Source DGE, BRVM

La capitalisation boursière s'élève à 9 110,6 milliards en hausse de 3,8% sous l'effet conjugué d'un accroissement de 51,6% du marché des obligations et d'un repli de 7,4% du marché des actions. La capitalisation du marché des obligations se situe à 2 944,4 milliards et celle du marché des actions à 6 166,2 milliards.

Concernant les transactions, la valeur totale transigée² connaît une baisse de 34,3% tandis que le volume transigé s'accroît de 2,3%. La hausse affichée du volume transigé est en lien avec l'introduction de 67 907 303 nouvelles actions d'Ecobank Tansnational Incorporated Togo au prix unitaire de 20 FCFA.

Pour le seul mois de septembre 2017, la valeur totale des transactions s'est établie à 15,94 milliards pour 6 061 461 titres échangés. La moyenne quotidienne des transactions s'est située à 708,59 millions pour le marché des actions et 88,61 millions pour le marché obligataire. 49,87% du montant total des échanges du marché des actions concerne le secteur « Services Publics » tandis que 88,34% des volumes échangés concerne le secteur « Finances ». La rotation moyenne mensuelle des titres sur le marché s'est située à un taux de 0,67 %. Quant au taux de rendement moyen, il s'est affiché à 5,28%. La rentabilité globale moyenne au 29 septembre 2017 s'est située à -1,12% avec un PER moyen de 18,34 et une prime de risque à -0,55 %.

Le recul de la capitalisation boursière du marché des actions conjugué à la hausse de celle du marché des obligations pourrait être la conséquence d'un effet

²Nombre de titres échangés.

d'éviction sur le marché boursier c'est-à-dire un plus fort intérêt des investisseurs pour les titres publics au détriment des titres des entreprises.

Par ailleurs, un troisième compartiment dont le dossier est soumis au régulateur doit être ouvert à la BRVM. L'opérationnalisation de ce compartiment dédié aux PME/PMI sera basée sur un sponsoring liant chaque PME/PMI à une grande entreprise devant l'encadrer avant et après l'admission à la cote afin d'assurer le respect des exigences du marché boursier.

En conclusion, l'activité économique nationale se renforce au terme des neuf premiers mois de l'année 2017, portée à la fois par les secteurs primaire, secondaire et tertiaire.

Le secteur primaire bénéficie de l'amélioration de la pluviosité en 2017. Au niveau du secteur secondaire, la production industrielle se maintient en hausse et le BTP se redresse progressivement avec un taux de croissance qui est passé de -0,5% à fin juin 2017 à +1,8% à fin août 2017, grâce à l'accélération de la mise en œuvre de chantiers publics au troisième trimestre. De même, l'activité du secteur tertiaire se consolide, sous l'effet du rebond du trafic maritime après la morosité observée au premier semestre. Ces évolutions favorables devraient se poursuivre sur le dernier trimestre et concourir à la réalisation d'une croissance économique soutenue en 2017.

DIRECTION DES PRÉVISIONS, DES POLITIQUES ET DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES

Plateau, Avenue Marchand, Immeuble SCIAM, 1er étage

Tél. (00225) 20 20 09 58 / 20 20 09 24 / 20 20 09 25

04 BP 650 Abidjan 04 • Email : sdcdppsedge@dge.gouv.ci

1994,78

4612,00